

INFORMATION EAUX

N° 576
Septembre 2006



"Les Journées du CNFME"
Paris - 9 novembre 2006
Paris - 16 novembre 2006
Limoges - 12 décembre 2006
cnfme@oieau.fr

Découvrez en octobre
la nouvelle formule
d'INFORMATION EAUX
et AQU@VEILLE !

Les nouvelles des Agences de l'Eau

Synthèse des travaux
du 2^{ème} Congrès sur l'Eau en Montagne
et "EURO-RIOB 2006" de Megève

"MAPO" :
Un réseau européen
de lutte contre les pollutions marines

"EUROAQUAE" :
Un mastère européen
en hydro-informatique

Pollutec 2006 :
Lyon - Eurexpo - 28/11-01/12/2006

**2^{ème} Forum Régional
de l'Eau en Limousin**

Colloque du Ministère de la Santé
Paris - 18 octobre 2006
"Périmètres de protection des captages d'eau
destinée à la consommation humaine"

CNFME :
Les stages de nov. et déc. 2006

Dossier Thématique :
**Impacts des facteurs socio-économiques
sur la consommation d'eau des ménages**

Nouvelles parutions en librairie



*Office
International
de l'Eau*

www.oieau.org

SOMMAIRE

11 numéros/an

Directrice de la publication : **Christiane RUNEL**

Rédacteur : **Didier DELAGE**

Maquette : **Frédéric RANSONNETTE**

Abonnements : **Nathalie CHAILLOU**

Abonnement 1 an

France : 454,48 Euros TTC
Etranger : 380,00 Euros

Office International de l'Eau

Direction de l'Information,
de la Documentation et des Données sur
l'Eau

15, rue Edouard Chamberland
87065 Limoges Cedex
Tél. : +33 (0) 5 55 11 47 47
Fax : +33 (0) 5 55 11 47 48
E-Mail : eaudoc@oieau.fr

Numéro Paritaire
ISSN

AD 234
0012-9003 - 52^{ème} année

**INFORMATION
EAUX**

ATTENTION :
Une nouvelle formule
dès octobre 2006
avec l'**AQUAVEILLE**

Nouvelles des Agences de l'Eau

- **Artois-Picardie** 2
- **Rhin-Meuse** 2
- **Adour-Garonne** 3
- **Loire-Bretagne** 3

**Actualités
Françaises** 4

**Nouvelles
de l'OIEau** 8

**Actualités
Internationales** 6

**Agenda
des Événements** 11

**RIOB :
Réseau International
des Organismes
de Bassin** 7

Librairie 12

**Dossier
Thématique** 13

Retrouvez les documents sélectionnés et analysés
et les références récentes de **JURIEAUDOC**
sur votre messagerie et sur notre site

Visitez aussi notre site Internet :
www.oieau.org

**3.500.000
visiteurs
en un an !**



Les Cahiers Techniques

Des guides techniques, pratiques et pédagogiques
à l'usage des professionnels de l'eau et de l'assainissement



- 1 Les pompes centrifuges
- 2 Recherche de fuites (EP)
- 3 Réactifs de traitement d'eau potable
- 4 Instruments de mesure
- 5 Le comptage
- 6 La robinetterie (EP)
- 7 Réseaux d'assainissement
- 8 Nitrification, dénitrification, déphosphatation
- 9 L'ozonation des eaux
- 10 La chloration des eaux
- 11 La télégestion des réseaux
- 12 La pose des canalisations (EP)
- 14 L'eau d'alimentation des générateurs de vapeur
- 15 Les pompes, démarrage, arrêt, variation de vitesse
- 16 Le dioxyde de chlore
- 17 La surpression
- 18 Le pompage des eaux usées
- 19 L'alimentation en eau potable
- HS Qu'est-ce que l'épuration ?



Office
International
de l'Eau

Renseignements - Commandes :
Tél. : 05 55 11 47 47 - Fax : 05 55 11 47 48
Mail : eaudoc@oieau.fr - Web : www.oieau.org

NOUVEAU :

INFORMATION EAUX ET AQU@VEILLE POUR MIEUX VOUS INFORMER

Depuis 53 ans, "Information Eaux" vous apporte chaque mois des informations sur le monde de l'eau, les activités de l'Office International de l'Eau et les nouvelles publications.

Mais, "Information Eaux" qui a été longtemps une des rares sources d'information sur l'eau, était resté, malgré ses nombreuses évolutions et améliorations, sous la forme classique d'un journal mensuel imprimé.

Aujourd'hui, avec le développement des lettres électroniques diffusées par courriel et l'accès facile aux sites Web, les délais de mise à disposition de l'information doivent être quasiment en temps réel.

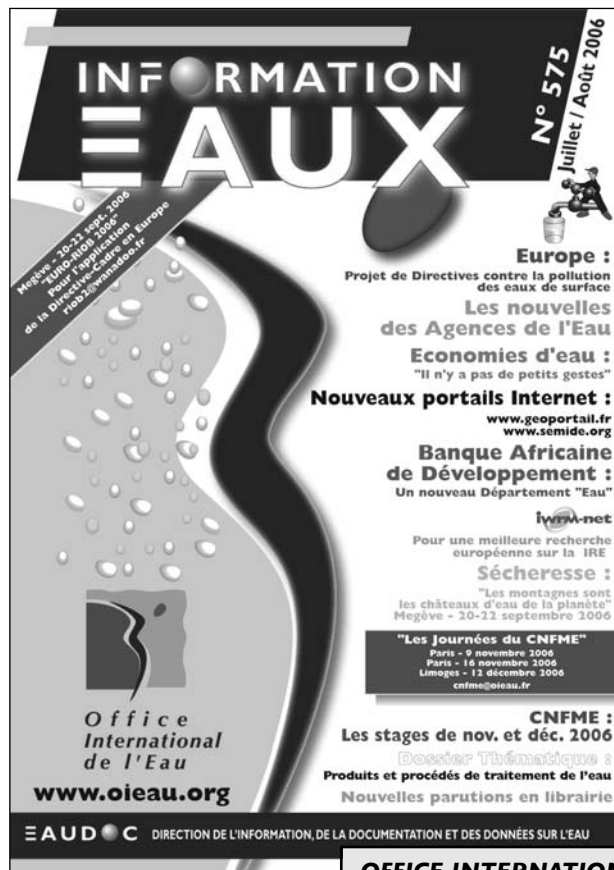
Pour apporter à nos lecteurs une information d'actualité, nous vous proposerons dès le mois prochain un nouveau produit d'information différent et en pointe :

- le journal papier que vous connaissez, n'aura plus désormais qu'une périodicité bimestrielle, pour traiter des sujets de fond ou de synthèse,
- vous bénéficierez, en plus, chaque semaine de la lettre électronique d'information "AQU@VEILLE".

"AQU@VEILLE" est le service de veille électronique de l'Office International de l'Eau portant sur les actualités techniques, juridiques et administratives dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des thèmes associés.

Avec cette périodicité hebdomadaire, "AQU@VEILLE" vous permettra de recevoir dans votre boîte aux lettres électronique, grâce à des délais de production considérablement réduits, une information régulière, fraîche et concise.

Bien sur, n'oubliez pas de consulter régulièrement notre site Internet : www.oieau.org qui a reçu 3.600.000 visiteurs sur les derniers 12 mois !



OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU - DI2DE
 15 rue Edouard Chamberland - 87065 LIMOGES Cedex
 Tél. : 05 55 11 47 47 - Fax : 05 55 11 47 48
snide@oieau.fr
www.oieau.org

AQU@VEILLE : UN SERVICE D'ACTUALITÉS SUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

Le service de veille électronique de l'Office International de l'Eau : recevez en temps réel les actualités techniques, juridiques et institutionnelles dans les différents domaines de l'eau.

Pour en savoir plus, consultez : www.oieau.org/eaudoc/aquaveille.htm

ARTOIS-PICARDIE

LES 20 ANS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ACHIET, BAPAUME ET ERVILLERS

Le 1^{er} septembre à Moyenneville, un Colloque a permis de faire le point des grandes étapes de l'action du syndicat en faveur de l'alimentation en eau potable des 22 communes adhérentes et des 6 communes du SIDEP Crinchon-Cojeul.

Depuis 1986, 14.800.000 Euros d'investissements ont permis de puiser, de stocker, d'entretenir les ouvrages et de desservir en eau potable les 10.159 habitants du secteur.

C'est la problématique de l'eau potable en milieu rural qui était au cœur de cette rencontre :

- Comment faire face, lorsque l'on est maire d'une petite commune, aux enjeux d'une bonne gestion de l'eau ?

- L'eau est le produit alimentaire le plus contrôlé en France : des normes très strictes s'appliquent à la protection des captages et à la distribution de l'eau. Le budget eau représente une part de plus en plus importante pour les communes, quels investissements faut-il prévoir pour respecter les normes et sécuriser la ressource en eau ?

AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

200 rue Marceline - B.P. 818 - 59508 DOUAI Cedex
Tél. : 03 27 99 90 00 - Fax : 03 27 99 90 15
www.eau-artois-picardie.fr

RHIN-MEUSE



NAPPES ET COURS D'EAU : RETOUR À LA NORMALE

Les pluies abondantes du mois d'août ont rechargé les sols et ont permis aux nappes d'eau souterraine et aux rivières de sortir de la situation de déficit dans laquelle elles se trouvaient en début d'été. Ainsi, en Alsace, la nappe d'Alsace a retrouvé un niveau proche de la normale à cette saison et les débits des cours d'eau ont augmenté.

Globalement, la situation ne présente plus de risque pour les usages de l'eau et les activités économiques.

En Lorraine, les nappes et les cours d'eau ont retrouvé, fin août, leur niveau normal à cette saison.

LE CONTRÔLE ET LA RÉCEPTION DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT

Pour être certain que la pose des réseaux d'assainissement soit exécutée dans les règles de l'art, une vérification de la qualité des travaux doit être réalisée par un prestataire.

Pour aider les communes dans cette démarche, l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse met à leur disposition une note d'application du fascicule 70 du cahier des clauses techniques générales relatif aux ouvrages d'assainissement qui précise les prescriptions applicables au contrôle des réseaux d'assainissement, ainsi que des modèles de cahier des charges.

C'est l'arrêté du 22 décembre 1994 du Ministère de l'Environnement qui impose aux maîtres d'oeuvre des contrôles finaux préalables à la réception des travaux de construction de réseaux d'assainissement. Ce contrôle doit être effectué par un organisme indépendant en toute objectivité et sans contrainte.

Le mandatement du solde des aides apportées par l'Agence pour la réalisation de réseaux d'assainissement ne peut intervenir qu'après achèvement de tous les travaux, leur réception et

la conformité des contrôles techniques d'étanchéité, de compactage et des inspections télévisées.



A noter qu'à partir du 1^{er} juillet 2007, une accréditation COFRAC ou équivalent sera obligatoire pour les travaux financés par l'Agence de l'Eau.

L'Agence propose sur son site en téléchargement, les modèles de cahiers des charges des différents types de contrôle (contrôle de compactage, l'inspection télévisuelle, l'épreuve d'étanchéité).

AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

Rozérieulles - B.P. 30019 - 57161 MOULIN LES METZ
Tél. : 03 87 34 47 00 - Fax : 03 87 60 49 85
www.eau-rhin-meuse.fr



ADOUR-GARONNE

LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR LES PROBLÈMES DE L'EAU DU BASSIN

Dans le cadre de la campagne nationale : "Ensemble pour l'eau, il est temps de se mouiller", l'Agence de l'Eau Adour-Garonne a conduit cette consultation sur son territoire fin 2005, pour le compte du Comité de Bassin.

27.000 questionnaires ont été recueillis, 10.000 avis libres collectés et 23 partenaires-relais mobilisés pour animer 140 débats et réunions publiques.

Qu'a répondu le public ?

- **"Stop à la dégradation de l'eau, notre patrimoine commun !"** : 89 % des réponses considèrent que les économies d'eau, la prévention et la lutte contre la pollution sont des priorités.
- **"Nous voulons des rivières en bon état écologique"** : plus de 70 % des personnes consultées sont notamment d'accord pour :
 - faciliter la remontée des poissons migrateurs en rendant franchissables les obstacles sur les rivières,
 - interdire le drainage ou le remblaiement des zones humides (marais, tourbières), reconnues pour leur richesse animale et végétale et leur rôle de régulateur du régime des eaux.
- **"Il nous faut continuer d'améliorer la qualité de l'eau"** : 84 % des personnes consultées demandent que l'utilisation de produits polluants entrant dans certains procédés de fabrication soit interdite et attendent des mesures strictes de contrôle de la part des pouvoirs publics ; de même, elles considèrent qu'insecticides et désherbants devraient être inoffensifs pour l'environnement et la santé. 75 % souhaitent une meilleure information du consommateur afin qu'il puisse choisir les produits en toute connaissance de cause.
- **"Nous voulons que l'eau soit partagée"** : 75 % des réponses attendent des règles de partage et une définition des priorités d'usages. Ce partage de l'eau implique une solidarité d'amont en aval, de la montagne au littoral et la création de nouvelles réserves qui maintiennent un débit suffisant dans les rivières en toute saison.

- **"Nous souhaitons un prix de l'eau équitable"** : 74 % des personnes consultées admettent et estiment légitime le principe "pollueur-payeur", à condition qu'il soit appliqué avec rigueur et de manière équitable. Plus de la moitié ne souhaitent pas payer pour les autres, que ce soit par le biais de la facture d'eau et des produits vendus aux consommateurs ou par celui des impôts.
- **"Nous voulons avoir confiance en la qualité sanitaire de l'eau au robinet"** : même si à peine 10 % des personnes consultées disent ne pas avoir confiance, les impératifs de santé publique font de cette qualité sanitaire un véritable enjeu. Plus de 80 % des consultés déclarent essentiel :
 - d'éliminer tout rejet de pollution à proximité des prises d'eau (rivières, sources et nappes souterraines),
 - de réserver prioritairement l'usage des eaux souterraines de bonne qualité à la production d'eau potable,
 - de sensibiliser les consommateurs au gaspillage et aux rejets de déchets polluants,
 - d'entretenir les réseaux de distribution d'eau pour éviter les fuites.
- **"Mieux vaut prévenir que guérir"** : 70 % préfèrent, à la construction d'ouvrages contre les inondations (retenues d'eau, digues, ...), un renforcement des dispositifs de prévention et d'annonce des crues ; ils sont à plus de 80 % d'accord pour interdire l'installation d'habitations et d'activités économiques en zones inondables.
- **"Davantage de civisme"** : pour répondre aux sécheresses, la réduction des surfaces irriguées est relativement peu prônée (32 %), tandis que la création de réserves nouvelles, au moins dans les régions déficitaires, rallie 66 % des avis. Il est admis que, durant ces périodes, économiser l'eau et éviter le gaspillage sont un devoir citoyen.

AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE
90, rue du Férétra - 31078 TOULOUSE Cedex
Tél. : 05 61 36 37 38 - Fax : 05 61 36 37 28
www.eau-adour-garonne.fr

LOIRE-BRETAGNE

BILAN DU PROGRAMME "LOIRE-NATURE" Clermont-Ferrand - 7-9 novembre 2006



À l'heure de la Directive-Cadre sur l'Eau et de la révision des SDAGE, les enjeux de l'eau doivent être abordés de manière globale, en sortant des politiques sectorielles.

Le programme "Loire nature", initialement mené avec une approche biodiversité, s'est très largement ouvert aux enjeux de la ressource en eau et a abordé la gestion complexe de la dynamique fluviale sur l'Allier et la Loire.

Afin de croiser les expériences et d'aborder la période 2007 - 2013 avec le nouveau "Plan Loire grandeur nature" et le 9^{ème} Programme de l'Agence de l'Eau, les opérateurs de "Loire nature" organisent du 7 au 9 novembre 2006 un colloque "pour une gestion durable d'un fleuve et de ses affluents".

Présentation d'expériences concrètes, ateliers thématiques et visites de sites permettront d'échanger et de partager les expériences pour une poursuite et un élargissement des actions. Pour en savoir plus : www.loirenature.org

AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE
Avenue de Buffon - B.P. 6339 - 45063 ORLÉANS Cedex 2
Tél. : 02 38 51 73 73 - Fax : 02 38 51 74 74
www.eau-loire-bretagne.fr

"MAPO" : UN RÉSEAU EUROPÉEN DE LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS MARINES



L'initiative "MAPO" (MARine POLLution), financée par la Commission Européenne, vise à encourager la participation de PME, oeuvrant dans la lutte contre toute forme de pollution marine, à des projets de Recherche et Développement Technologiques (RDT) européens.

Dans le cadre du 6^{ème} Programme Cadre de Recherche et Développement (PCRD) et de l'appel à propositions lancé par la Commission Européenne relative aux Actions de Soutien Spécifique aux PME, un consortium formé de 13 partenaires de 10 pays européens ou associés (l'Ukraine et la Turquie) a été constitué.

Cette initiative devra permettre une interaction entre les chercheurs et les industriels telle que :

- l'identification des "bonnes pratiques", afin de faciliter l'intégration des PME dans les projets,
- la mise à jour de l'état de l'art actuel, ainsi que l'établissement d'une cartographie européenne des compétences dans le domaine de la pollution marine, permettant une mise en réseau des acteurs,
- l'identification des besoins technologiques et des priorités de recherche pour les projets de RDT à venir ainsi que le développement de futurs partenariats technologiques.



"MAPO" a débuté le 1^{er} septembre 2005 pour une durée de 24 mois. Actuellement, le consortium "MAPO" répertorie les PME européennes pouvant s'intégrer à ces projets : près de 350 profils de PME européennes sont enregistrés sur le site web de "MAPO".

En France, trois partenaires participent au projet "MAPO" : Le Technopôle Brest-Iroise, coordinateur du projet ; France Europe Innovation et HLP Développement, sociétés de conseil expertes dans la participation des PME aux programmes-cadres de R&D de la Commission Européenne.

"MAPO" organisera un workshop lors de la Sea Tech Week, semaine internationale des sciences et technologies de la mer, qui se déroulera du 16 au 19 octobre 2006 à Brest :

www.seatechweek-brest.org

HLP DEVELOPPEMENT (HLP)

pblazejewaska@hlpdeveloppement.fr

Tél. : 01 44 71 93 93

www.marine-pollutions.org

EAU ET TOURISME : QUELQUES CHIFFRES

En ce retour de vacances, voici quelques données sur l'impact du tourisme sur la ressource en eau.

Avec 700 millions de touristes de part le monde et un chiffre d'affaires annuel de 500 milliards de dollars, le tourisme est devenu l'une des plus grosses industries, avec un impact non négligeable sur l'environnement.

Durant les années 70, seulement une personne des pays industrialisés sur 13 avait effectué un voyage touristique dans un pays en développement. A la fin des années 90, on était passé à 1 sur 5.

Un nombre croissant de pays à faible revenu a lancé une campagne de promotion touristique pour favoriser son développement économique et sa croissance.

Cependant, à côté de bénéfices économiques, sont apparus des effets plus négatifs : problèmes liés à une consommation excessive d'eau par les hôtels dans les zones où l'eau est rare, phénomènes aggravés par la présence de terrains de golf, augmentation de la pollution des zones côtières par manque de traitement des eaux usées, entraînant une perte de biodiversité marine etc.

- Ainsi, Cuba a vu le nombre de ses touristes multiplié par 5 depuis 1990. A Sainte Lucie, Antigua et la Barbade, le tourisme représente près de 50 % du PNB, quand il atteint près de 90 % pour les Maldives.
- Dans une étude réalisée pour le compte de la Caribbean Tourist Organization en 1994, il est apparu que 80 à 90 % des eaux usées des hôtels et autres installations touristiques étaient rejetées en mer sans traitement, affectant coraux et mangroves.
- Le tourisme contribue pour 7 % à la pollution de la Méditerranée via le rejet de 180 l d'eau usée par jour et par personne.

- En Israël, l'utilisation de l'eau par les hôtels le long du Jourdain contribuent à assécher la mer Morte, dont le niveau a baissé de 16,4 m depuis 1977.

Les terrains de golf ont un énorme impact sur le prélèvement d'eau : un parcours de 18 trous peut consommer plus de 2,3 millions de litres par jour. De plus, un terrain de golf dans un pays tropical comme la Thaïlande nécessite 1500 kg d'engrais, pesticides et herbicides par an et consomme autant d'eau que 60 000 villageois.

Les touristes à Grenade (Andalousie) consomment en moyenne plus de 7 fois plus d'eau que les habitants locaux.

Cette même anomalie s'observe aussi dans de nombreux pays en développement. Dans les zones sèches comme celle du pourtour méditerranéen, la rareté de l'eau devient préoccupante. A cause du climat chaud et de la tendance des touristes à consommer plus d'eau pendant leurs vacances qu'en temps normal, le volume quotidien utilisé atteint 440 l par jour, soit presque le double de celui utilisé dans les villes espagnoles.

Ces données, tirées de publications de l'UNESCO et du PNUE, doivent nous faire prendre conscience de notre attitude lors de nos vacances et des modifications à y apporter pour préserver la ressource.

UNESCO

7, place de Fontenoy - 75352 PARIS 07 SP

Tél. : 01 45 68 10 00 - Fax : 0 45 67 16 90

www.unesco.org/water/

2^{ÈME} FORUM RÉGIONAL SUR L'EAU EN LIMOUSIN 12 ET 13 OCTOBRE 2006 - LIMOGES

La Région Limousin vient d'organiser, en collaboration avec l'Office International de l'Eau, le 2^{ème} Forum Régional de l'Eau, les 12 et 13 octobre à Limoges. Le thème principale était "la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau : quel programme d'actions en Limousin ?".

Les objectifs de ce forum étaient :

- Informer les participants sur la DCE et ses objectifs, sa mise en œuvre en France et en Limousin ;
- Partager l'état des lieux et les enjeux réalisés sur les bassins concernant le Limousin ;
- Faire émerger les programmes d'actions à réaliser en Limousin pour répondre aux objectifs de la DCE : atteindre/préserver un bon état des eaux en 2015.

Des ateliers participatifs ont permis de recueillir les contributions des participants, d'échanger sur les actions à mettre en œuvre en Limousin, puis de débattre sur les moyens techniques et financiers nécessaires :

- Comment repenser les aménagements des cours d'eau, lacs et étangs pour atteindre un bon état des eaux en 2015 ?
- Comment préserver les zones humides, conserver la biodiversité et favoriser la circulation des poissons migrateurs en 2015 ?
- Comment réduire les pollutions pour atteindre un bon état des eaux en 2015 ?
- Comment garantir une bonne qualité des eaux destinées à l'alimentation en eau potable et aux loisirs en 2015 ?

Une table ronde en séance plénière s'est déroulée avec les bailleurs de fonds, pour éclairer le public sur les possibilités de financement des programmes d'actions.

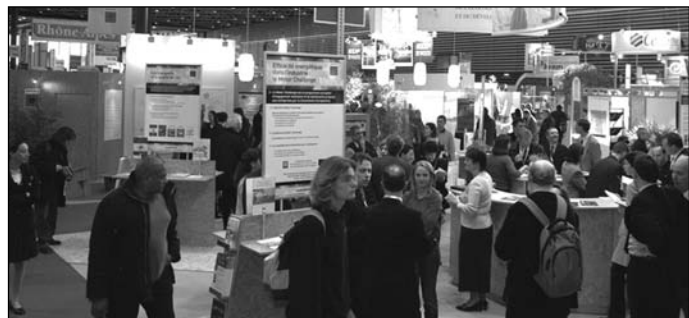
RÉGION LIMOUSIN

27 Bd de la Corderie - 87031 LIMOGES Cedex
Tél : 05 55 45 19 00 - Fax : 05 55 45 18 25
<http://www.cr-limousin.fr>

Pollutec²⁰⁰⁶

28 NOVEMBRE - 1^{ER} DÉCEMBRE LYON EUREXPO

Pollutec 2006, le 22^{ème} salon international des équipements, des technologies et des services de l'environnement, se tiendra à Lyon Eurexpo du 28 novembre au 1^{er} décembre prochains.



Avec 2400 exposants, ce salon s'affirme encore comme un événement d'envergure mondiale. Près de 300 innovations, dont de nombreuses en avant-première mondiale, ainsi qu'un très riche programme de conférences, de débats et de rencontres techniques permettront de faire le plein de veille technologique et de solutions techniques dans tous les secteurs : eau, déchets/recyclage/nettoyage, air, sites et sols, prévention des risques, énergies propres et renouvelables, analyse/mesure/contrôle ...

POLLUTEC

Reed Expositions France
70 rue Rivay - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex
Fax : 01 47 56 21 20
www.pollutec.com

LEMA ● DES NOUVEAUTÉS INTRODUITES ● EN DEUXIÈME LECTURE PAR LE SÉNAT

Le Sénat a adopté en 2^{ème} lecture, dans un climat très consensuel, le Projet de Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, qui vise "un bon état écologique des eaux" d'ici 2015, conformément à la Directive-Cadre Européenne.

Un point majeur est la reconnaissance du droit d'accès à l'eau dans la législation nationale. La France honore ainsi un engagement que Nelly Olin, Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable avait défendu personnellement à Mexico en mars dernier.

Les communes garderont aussi le choix des modalités de contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif.

La part fixe de la facture d'eau a été plafonnée et les cautions solidaires, ainsi que les cautions simples qui étaient demandées parfois lors de la signature d'un abonnement ont été interdites. Ces mesures témoignent d'un souhait de faciliter l'accès à l'eau.

Les Sénateurs ont souhaité que les départements aient la faculté de créer un fonds pour l'eau et l'assainissement et que les collectivités aient la possibilité de lever une taxe pour financer les travaux de maîtrise des eaux pluviales.

Une redevance incitative, équitable et réduisant la charge administrative des Agences de l'Eau et des agriculteurs a également été retenue.

S'agissant de la redevance sur les produits phytosanitaires, son assise a été confortée avec des mesures renforçant la traçabilité des ventes, ce qui permettra d'atteindre l'objectif que le Gouvernement s'est fixé de réduire de 50 % la vente des pesticides les plus dangereux.

Le projet de Loi doit encore revenir en 2^{ème} lecture à l'Assemblée Nationale en principe à la mi-novembre.

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

20 avenue de Ségur - 75302 PARIS 07 SP
Tél. : 01 42 19 20 21 - Fax : 01 42 19 11 23
www.ecologie.gouv.fr

BEI - 400 MILLIONS D'EUROS POUR L'ÉPURATION ET LA PROTECTION DE L'EAU EN FLANDRE ET EN WALLONIE



La Banque Européenne d'Investissement (BEI) accorde à Aquafin, la société responsable de la gestion des installations et du traitement des eaux usées en Flandre, et à la SPGE -Société Publique de Gestion de l'Eau- chargée de l'épuration des eaux usées en Wallonie, un prêt de 200 millions d'Euros chacune.

Ces financements permettront aux deux opérateurs de poursuivre leur programme d'investissement à moyen terme, de 2006 à 2008.

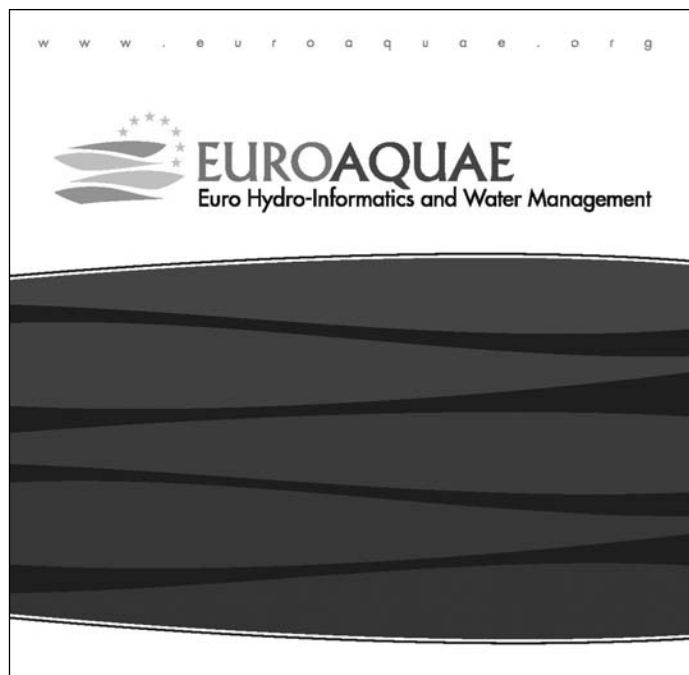
Les programmes autant d'Aquafin que de la SPGE représentent plusieurs centaines de projets, construction d'égouts collecteurs, de bassins d'orage, de stations de pompage et d'épuration, ainsi que des travaux de rénovation de stations d'épuration.

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

100, boulevard Konrad Adenauer - L-2950 Luxembourg
Tél. : (+352) 43 79 1 - Fax : (+352) 43 77 04
www.eib.org

"EUROAQUAE" : UN MASTÈRE EUROPÉEN EN HYDRO-INFORMATIQUE ET GESTION DE L'EAU

Cinq universités européennes (Nice, Brandebourg, Budapest, New Castle upon Tyne et Catalogne) organisent conjointement un mastère de sciences en hydro-informatique et gestion de l'eau.



L'évolution des activités humaines dans le contexte des transformations climatiques et de croissance de la population mondiale crée des situations de plus en plus complexes à gérer.

Le but recherché est aujourd'hui de prévenir, d'éviter ou de minimiser les risques.

L'hydro-informatique, un concept européen, émerge comme l'élément central pour le progrès des activités de modélisation et de gestion des capacités.

Le but principal recherché par le mastère est de former et d'entraîner de futurs scientifiques et ingénieurs en charge de la modélisation et de la gestion des projets hydro technologiques et environnementaux.

Inscrite dans le cadre du programme Erasmus Mundus, cette formation en 2 ans mêle cours fondamentaux (mathématiques, hydrologie, gestion des milieux aquatiques, ...) et modules spécialisés (modélisations, traitements de l'eau, ...).

Elle est ouverte aux diplômés de licence des universités (Bsc) ou son équivalent. Un niveau avancé en mathématiques est indispensable. Un score minimum de 575 au TOEFL (ou équivalent) est requis ainsi qu'une connaissance de base d'une autre des langues utilisées par le consortium (Allemand, Français, Hongrois, Espagnol).

EUROAQUAE

Université de Nice Sophia-Antipolis (coordinateur)
98, bvd Edouard Herriot -06204 NICE Cedex 3
Tél. : 04 93 37 54 52
www.euroaquae.org

AMÉRIQUE LATINE : SIGNATURE D'UN ACCORD DE COOPÉRATION SUR L'EAU AVEC L'UNION EUROPÉENNE

Les responsables des Gouvernements d'Amérique Latine (Brésil, Argentine, Chili, Costa Rica, Mexique, Panama, Honduras, Guatemala, Bolivie, Pérou et République Dominicaine) ont rencontré les représentants de l'Union Européenne (UE).

Leur déclaration propose que l'eau soit une priorité dans la politique de coopération de l'UE et que les Gouvernements et les Institutions européens réservent "des ressources spécifiques pour le développement de l'Initiative de l'Eau de l'UE" en Amérique Latine.

La base de données des régions hydrographiques du Brésil et la politique du Panama pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau ont été présentés.

COMMISSION EUROPÉENNE

Rue de la loi 200 - B - 1049 Bruxelles - Belgique
Tél. : + 32 (0)2 299 11 11
www.europa.eu.int



**2^{ÈME} CONGRÈS INTERNATIONAL SUR "L'EAU EN MONTAGNE :
GESTION INTÉGRÉE DES HAUTS BASSINS VERSANTS"
ET 4^{ÈME} CONFÉRENCE EUROPÉENNE "EURO-RIOB 2006"**
SYNTHÈSE DES TRAVAUX

Sécheresses, inondations, érosion, gaspillages, pollutions ... L'eau du monde descend des montagnes !

Le 2^{ème} Congrès International de Megève sur "l'eau en montagne" a accueilli les 20, 21 et 22 septembre derniers, conjointement un colloque scientifique et technique sur "la gestion intégrée des hauts bassins versants", "la Rencontre des Elus de Montagne", sur leurs responsabilités dans la gestion de l'eau et la 4^{ème} Conférence Européenne "EURO-RIOB 2006" du Groupe européen du Réseau International des Organismes de Bassins, pour une meilleure application de la Directive-Cadre sur l'Eau (DCE).

Plus de 400 participants, dont 250 élus, scientifiques et techniciens du secteur de l'eau, ainsi que 166 représentants des Administrations Gouvernementales responsables de la gestion des ressources en eau, des Organismes de Bassin ou Autorités de Districts, venant de 33 Pays, se sont réunis à cette occasion.

Les participants ont unanimement rappelé le rôle stratégique que jouent les montagnes dans la gestion de l'eau dans le monde : elles concentrent une part importante des précipitations, tous les grands fleuves et leurs principaux affluents y prennent leur source et elles assurent le soutien de leurs débits d'été, notamment en été et en situation de sécheresse. Mais les montagnes sont des milieux fragiles et des tensions y apparaissent : il faut anticiper ces changements.

Le réchauffement climatique risque probablement d'augmenter la fréquence d'événements extrêmes, comme des inondations et des sécheresses, en modifiant sensiblement l'enneigement hivernal et en accélérant la fonte des glaciers en montagne.

Il est donc désormais impératif de conduire en montagne des actions particulières renforcées d'aménagement et de gestion pour mieux se protéger contre les inondations et l'érosion, préserver les écosystèmes, lutter contre les pollutions et optimiser les ressources en eau disponibles pour les partager entre les usages, tant en amont que dans les plaines en aval.

Au sein de l'Union Européenne, les zones de montagne couvrent un tiers du territoire et 94,3 millions d'Européens y vivent. La Directive-Cadre sur l'Eau est un dispositif ambitieux et complet pour la protection et la restauration des ressources en eau européennes. Elle prévoit que les "masses d'eau" devront atteindre un "bon état écologique", dès 2015, dans toute l'Europe !

Mme Nelly Olin, la Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, venue ouvrir les travaux du Congrès, a notamment insisté sur le fait que l'eau est certainement l'un des plus emblématiques de tous les sujets qui concernent l'environnement et l'écologie de la montagne.

"Cette eau, a insisté la Ministre, nous devons la protéger, mais aussi savoir composer avec sa force, tantôt destructrice, tantôt source d'énergie renouvelable. Sa gestion doit bien entendu se faire à l'échelle de bassins versants, qui est véritablement celle où s'exerce la solidarité amont aval".

La Ministre a développé plusieurs points majeurs intéressant tout particulièrement la montagne et qui figurent au Projet de Loi sur l'eau en fin de discussion devant le Parlement : l'entre-

tien des cours d'eau, l'utilisation de l'énergie hydraulique, l'assainissement non collectif, la solidarité entre le monde urbain et le monde rural, les redevances en matière d'élevage, les eaux libres et le développement du tourisme et de la pêche.

"Le défi majeur de notre siècle, a déclaré la Ministre, est celui du changement climatique, qui constitue une priorité pour le Gouvernement : Nous devons nous préparer à lutter au quotidien contre le réchauffement de la planète. Ainsi, les activités qui se tiendront en montagne devront-elles prendre en compte l'élévation des températures, la modification des rythmes biologiques ou l'évolution de l'enneigement".

Durant les trois journées du congrès, les participants ont débattu, en particulier dans le cadre de la conférence "EURO-RIOB 2006", de quatre grands thèmes d'actualité pour la mise en œuvre de la Directive-Cadre sur l'Eau dans les Districts Hydrographiques européens :

- la compatibilité entre la DCE et les grands aménagements (hydroélectricité, protection contre l'érosion et les inondations, voies navigables, ...),
- la prise en compte des problèmes quantitatifs (sécheresses, partage de l'eau, transferts d'eau et réservoirs, spécificités du climat méditerranéen, ...),
- le monitoring, les réseaux de surveillance et le rapportage, les comparaisons entre les masses d'eau des différents pays, l'inter-étalonnage,
- l'élaboration des futurs programmes d'intervention, leur coût, les études économiques et le financement, ...

Les participants ont également insisté sur la nécessité de renforcer le dialogue entre chercheurs et Organismes de Bassin, en amont pour participer à l'évaluation des besoins, puis en aval pour mettre en application les résultats obtenus ; il faut, conjointement aux moyens financiers mis en œuvre pour la recherche, dégager des moyens pour promouvoir des actions de démonstration, étape intermédiaire entre la recherche proprement dite et une mise en œuvre sans risque d'échec sur le terrain.

M. Jacky Cottet, Président de l'Agence de l'Eau française Rhône-Méditerranée & Corse, présidera le groupe "EURO RIOB" jusqu'à sa prochaine Assemblée Plénière en 2006.

Les délégués ont retenu avec gratitude la proposition des Organismes de Bassin italiens d'organiser la prochaine réunion d'"EURO RIOB" à l'automne 2007 en Italie.

Les résolutions finales détaillées de la Conférence "EURO-RIOB 2006", ainsi que les communications et les photographies des sessions sont disponibles sur le site Internet :

www.riob.org



RÉSEAU INTERNATIONAL DES ORGANISMES DE BASSIN

Secrétariat Technique Permanent - OIEau

21, rue de Madrid - 75008 PARIS

Tél. : 01 44 90 88 60 - Fax : 01 40 08 01 45

riob2@wanadoo.fr - www.riob.org



PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE PARIS - 18 OCTOBRE 2006 - MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Animé par l'Office International de l'Eau, ce Colloque est organisé par le Ministère de la Santé et des Solidarités, le 18 octobre 2006 de 9h15 à 17h00, et se déroulera au Ministère, Amphithéâtre Pierre Laroque, 14 avenue Duquesne, 75007 Paris.

Les périmètres de protection autour des points de prélèvement constituent un moyen efficace pour faire obstacle à des pollutions par des substances susceptibles d'altérer de façon notable la qualité des eaux prélevées. Le rôle des élus dans cette mission est primordial compte tenu des enjeux sanitaires et de leur responsabilité.

D'autres acteurs sont également impliqués dans le processus d'instauration de ces périmètres : Services de l'Etat, hydrogéologues agréés, Conseils Généraux, Agences de l'Eau... Le Plan National Santé Environnement prévoit que la totalité des captages d'eau destinée à la consommation humaine soient protégés en 2010. Aujourd'hui, plus de 50 % des captages d'eau potable ne bénéficient pas encore de cette protection. Une collaboration dynamique entre tous les acteurs concernés est indispensable pour accélérer la mise en place des périmètres.

Le Colloque, permettra de sensibiliser les différents acteurs concernés, d'échanger et de valoriser les expériences exemplaires afin d'avancer vers une meilleure sécurisation de l'eau distribuée aux consommateurs.

Programme de la journée du 18 octobre 2006

Matinée de 9h15 à 12h30

Animateur : DGS Sous-Direction de la Gestion des Risques des Milieux

Ouverture par le Directeur Général de la Santé

Thème 1 : La protection des captages d'eau : condition nécessaire pour garantir la qualité de l'eau potable

- Intérêt sanitaire des périmètres de protection, panorama général (Jacky Mania, professeur d'hydrogéologie, membre du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France) ;
- Procédure d'instauration des périmètres de protection et difficultés rencontrées (Hélène Schutzenberger, DDASS Yvelines) ;
- Aspects juridiques de la procédure (M. Fournier de Laurière, Président à la Cour Administrative d'Appel de Paris) ;
- Questions des participants et discussion

Thème 2 : Un premier bilan, des pistes pour l'avenir

- Bilan national de l'instauration des périmètres de protection (Anne Pillebout - Charles Saout, DGS)
- Un outil de gestion : le site Internet "eau potable" (DRASS Poitou-Charentes et DRASS Centre)
- Achever les périmètres de protection de tous les captages français (Jean Carré, Professeur à l'Ecole Nationale de Santé Publique)
- Questions des participants et discussion

Après-midi de 14h30 à 17h

Animateur : Office international de l'eau

Table ronde : Un partenariat dans l'action : collectivités, communes, Conseils Généraux, services de l'Etat, établissements publics.

- Expériences d'élus en matière d'instauration des périmètres de protection (MM. André Flajolet, Député du Pas-de-Calais, rapporteur de la Loi sur l'Eau et Jacques Larangot, Président de la Communauté de Communes du Canton de Condé-en-Brie, Président de l'Union des Syndicats d'Eau du Sud de l'Aisne) ;
- Les actions des Agences de l'Eau (Gabriel Riou, Agence de l'Eau Loire-Bretagne et Jean Duchemin, Agence de l'Eau Seine Normandie) ;
- Démarche en Maine-et-Loire : approche globale de la sécurité sanitaire : (Patrick Peigner, DDASS Maine-et-Loire) ;
- La protection des captages, inscrite dans la politique générale de préservation des ressources en eau du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (Direction de l'eau) ;
- Questions des participants et discussion

Conclusion générale par Gilbert Alcayde (hydrogéologue agréé, membre et ancien Président du Comité d'experts spécialisé "Eau" de l'AFSSA et ancien Président de la section des Eaux du CSHPF).

Téléchargez le programme et le bulletin de participation sur la page :

www.oieau.fr/nouveau/docs/181006perimetre.pdf

OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU
21 rue de Madrid - 75008 PARIS
Tél. : 01 44 90 88 60 - Fax : 01 40 08 01 45
dg@oieau.fr - www.oieau.org

VANESSA RICHARD REJOINT L'OIEAU

Vanessa Richard, Docteur en Droit public, spécialiste en droit international sur l'eau en particulier (thèse et livres sur "la coopération sur la gestion des cours d'eau internationaux en Asie"), formée au Centre d'études et de Recherche Internationales et Communautaires d'Aix-en-Provence, aura, au sein de la Direction de l'Information, de la Documentation et des Données sur l'Eau, la responsabilité de l'exploitation des sites web juridiques (Cartel notamment) et de formations spécifiques

liées au droit de l'eau ; elle conduira également des études portant des volets juridiques, législatifs et réglementaires.

OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU - D12DE
15 rue Edouard Chamberland - 87065 LIMOGES Cedex
Tél. : 05 55 11 47 47 - Fax : 05 55 11 47 48
snide@oieau.fr
www.oieau.org

Nos Stages de Formation pour novembre et décembre 2006

DATE	REF.	TITRE	Prix € HT
6-9/11/06	C047	Gestion des marchés publics de travaux : eau et assainissement	1100
6-10/11/06	E049	Autosurveillance des réseaux d'assainissement : validation et exploitation des mesures	1541
6-10/11/06	F014	Filières de traitements et valorisation des boues de stations d'épuration	1299
6-9/11/06	L007	Exploiter et entretenir un système d'autosurveillance de station d'épuration	872
7-10/11/06	B017	Goûts et odeurs de l'eau potable	1048
7/11/06	E047	Balisage des chantiers	500
7-9/11/06	E055	Entretien l'A.N.C : rôle de la collectivité ?	720
7-9/11/06	I013	Sensibilisation à l'environnement électrique	873
7-9/11/06	N034	Exploitation d'une unité de méthanisation des boues et des déchets liquides	1390
7-9/11/06	S013	Introduction aux référentiels cartographiques sur l'eau en France	1131
7-9/11/06	Z004	Modes de délégation de gestion du service : motivations du choix, procédure et contrôle	1280
13/11/06	C023	Qualification à la maintenance des disconnecteurs : session de rattrapage	310
13-17/11/06	E001	Dimensionnement des réseaux d'assainissement - niveau I	1155
13-17/11/06	F001	Exploitation d'une station d'épuration - niveau I	1327
13-17/11/06	F036	Pathologie et réhabilitation du génie civil des stations de traitement	1205
13-17/11/06	I008	Gestion et optimisation d'un service de maintenance	1435
13-17/11/06	K036	Organisation et dimensionnement d'un service	1350
13-17/11/06	L006	Exploitation et entretien des capteurs de qualité des eaux	1248
13-17/11/06	Z012	Exploitation des unités d'incinération des déchets municipaux	1530
13-17/11/06	N033	Prélèvement en eau et rejet d'effluents par les industriels : cadre législatif et réglementaire	1606
14-15/11/06	K039	Suivi des délégataires	1102
14-16/11/06	S001	Plan de gestion et d'entretien d'une rivière	755
20-24/11/06	E007	Exploitation des réseaux d'assainissement - module 2	1135
20-23/11/06	E038	Gestion de l'assainissement non collectif : réhabilitations sans contentieux	779
20-22/11/06	E044	Inspection télévisée des réseaux : gestion du patrimoine et expertise	951
20-24/11/06	F007	Conception et dimensionnement - module 1 : station à boues activées sur réseau séparatif	1441
20-24/11/06	F015	Conception et dimensionnement- module 3 : traitements pour petites collectivités	1490
20-24/11/06	F032	Génie civil des stations de traitement	1236
20-24/11/06	I014	Réception des installations électriques et des systèmes automatisés	1161
20-24/11/06	K023	Relation entre service et usagers	1433
20-24/11/06	K029	Marchés publics de travaux : usines de production d'eau et d'épuration	1118
20-24/11/06	N010	Exploitation d'une station d'épuration biologique - niveau I	1277
20-24/11/06	S012	Ragondin : biologie et piégeage	1758
27/11-1/12/06	C050	Instrumenter son réseau d'eau potable	1210
27/11-1/12/06	G003	Forage d'eau	1574
27/11-1/12/06	N027	Conception et dimensionnement des stations de détoxification	1249
27-30/11/06	Z009	Gardien de déchetterie : un métier	1236

DATE	REF.	TITRE	Prix € HT
28-29/11/06	C021	Reconduction de la qualification à la maintenance des disconnecteurs	604
28-30/11/06	N025	Epuration par réacteurs biologiques à membranes	1294
28-30/11/06	N029	Validité et fiabilité des analyses d'eaux usées industrielles	764
4-8/12/06	C018	Etude hydraulique : pompage et distribution - niveau 3	1342
4-8/12/06	C033	Maintien de la qualité de l'eau en distribution	1586
4-8/12/06	F018	Boues activées - niveau 2 : réglages	1180
4-8/12/06	F033	Traitement des effluents agricoles	1271
4-8/12/06	K033	Délégation de services publics : procédure et suivi	1494
4-8/12/06	L005	Mise en oeuvre de l'autosurveillance des stations d'épuration	1209
4-8/12/06	L010	Stations d'observation de la qualité des eaux	1129
4-8/12/06	N007	Détoxification des effluents	1303
5-8/12/06	A015	Laboratoire d'analyses : hygiène et sécurité	972
5-6/12/06	A022	Utilisation du format sandre pour les échanges entre les laboratoires et les clients	720
5-7/12/06	S010	Suivi de chantier en rivière	1146
11-15/12/06	C004	Exploitation des réseaux au service de la qualité de l'eau	1222
11-15/12/06	C042	Gestion du patrimoine : renouvellement et réhabilitation des réseaux d'eau	1420
11-14/12/06	D005	Protection des usines contre les perturbations électromagnétiques et la foudre	776
11-15/12/06	E013	Réhabilitation des réseaux d'assainissement non visitables	1135
11-15/12/06	F002	Boues activées - niveau 2 : mesures et diagnostics	1181

BULLETIN D'INSCRIPTION

RENSEIGNEMENTS SUR LE STAGIAIRE

NOM ET PRENOM :

FONCTION : SERVICE :

SOCIETE :

ADRESSE :

TELEPHONE : TELECOPIE :

N° SIRET : CODE APE :

STAGE CONCERNE

TITRE DU STAGE ET REFERENCE (exemple : "Notions de base sur la chimie de l'eau" - A001) :
.....

DATES :

Adresse de facturation : à l'adresse ci-dessus à l'organisme suivant :
.....

A M. ou Mme :

Fait à :

Signature

Le :

et cachet :



Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau
22 rue Edouard Chamberland - 87065 Limoges Cedex
Tél. : 05 55 11 47 00 - Fax 05 55 11 47 01 - E-mail :
stages@oieau.fr

Web : www.oieau.org/cnfme

Notre sélection ...

DATE	LIEU	THEMES	CONTACT
Journées du "CNFME" :			
9/11/06	Paris	Les Economies d'Énergie en Eau et Assainissement	OIEau - CNFME www.oieau.org - cnfme@oieau.fr
16/11/06	Paris	L'Analyse des Risques Sanitaires dans les Services d'Eau Potable	
12/12/06	Limoges	Le Traitement des Boues pour les Petites Collectivités	
Réseau International des Organismes de Bassin			
19-20/10/06	Debrecen Hongrie	Bureau Mondial du RIOB	www.riob.org - riob2@wanadoo.fr
7-9/11/06	Clermont-Ferrand France	Pour une gestion durable d'un fleuve et de ses affluents	Loire-Nature www.loirenature.org
28/11-1/12/06	Lyon France	POLLUTEC 2006	Reed Expositions France www.pollutec.com
5-8/12/06	Las Vegas USA	2006 NGWA Ground Water Expo Better Together!	National Ground Water Association www.ngwa.org/expo2006/main.cfm
7-8/12/06	Tunis Tunisie	3 ^{ème} Conférence Internationale sur la Mise à Niveau Environnementale sur "l'Entreprise et l'Économie d'Eau et d'Énergie"	CITET http://www.citet.nat.tn
12-14/12/06	Bariloche Argentine	The Ravage of the Planet 2006	Wessex Institute of Technology / University of Siena www.wessex.ac.uk/conferences/2006/planet06
12-15/12/06	Luang Prabang Laos	Sustainable sloping lands and watershed management SSLWM 2006	National Agriculture and Forestry Research Institute www.nafri.org.la SSWM2006@nafri.org.la
22-24/01/07	Bahrain	4 th International Exhibition and Conference for Water Technology	Nürnberg Global Fairs GmbH www.water-middle-east.com
28-31/01/07	Abu Dhabi EAU	Environment 2007	Abu Dhabi National Exhibitions Company www.ee-uae.com
14-17/02/07	Valenzano Italie	Water Saving in Mediterranean Agriculture and Future Research Needs	CIHEAM-IAMB http://wasamed.iamb.it/conference
27-28/02/07	Safety Harbor Etats-Unis	4 ^{ème} Conférence sur l'hydrogéologie, l'écologie, la surveillance et la gestion des eaux souterraines dans les terrains karstiques	National Ground Water Association www.ngwa.org
7-9/03/07	Weimar Allemagne	2 nd International Conference on the Mechanics of Unsaturated Soils	Laboratory of Soil Mechanics www.uss2007.de secretary@uss2007.de
11-13/03/07	San Antonio Etats-Unis	4 th Conference on Watershed Management to meet Water Quality and Total Maximum Daily Load (TMDLs)	American Society of Agricultural and Biological Engineers www.asabe.org
19-27/03/07	Madrid Espagne	International Conference on Secure and Sustainable Living : Social and Economic Benefits of Weather, Climate and Water Services	World Meteorological Organization www.wmo.int
27-28/03/07	Lyon France	Variations climatiques et hydrologie	Socité Hydrotechnique de France www.shf.asso.fr

L'agenda complet des événements est consultable sur le Web
<http://eaudoc.oieau.org>

MAÎTRISER LE RISQUE LÉGIONELLES

On a recensé 530 cas de maladie du Légionnaire en France en 1995, mais le nombre réel est estimé entre 3.000 et 5.000 cas par an. Le nombre de légionelloses acquises en milieu hospitalier (maladies nosocomiales) représenterait 20 % de l'ensemble des légionelloses.

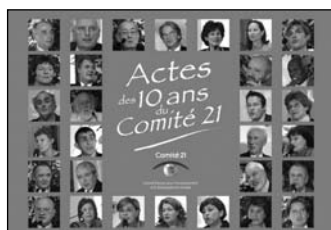
En France, plusieurs épidémies récentes ont mis en cause les tours de refroidissement et les réseaux d'eau chaude sanitaire : Paris en 1998 (20 cas, 4 décès) et 1999 (8 cas, 1 décès), Ile et Vilaine en 2001 (22 cas, 4 décès), Meaux en juillet 2002 (20 cas, 2 décès), hôpital de Sarlat en juillet 2002 (2 décès), Montpellier (30 cas, 4 décès), Poitiers (20 cas) et Harnes dans le Pas-de-Calais en 2003. En près de trois mois, la région de Lens a été frappée d'une véritable épidémie puisque ce ne sont pas moins de 85 personnes qui ont été atteintes des symptômes de la légionellose.

Cet ouvrage fait le point sur l'ensemble de la problématique en couvrant tout à la fois l'aspect réglementaire lié à l'exploitation d'équipements susceptibles de contribuer à propager Legionella, sans oublier les aspects analyses et traitements. Il intéressera donc tout à la fois les exploitants de tours aéroréfrigérantes, de réseaux ECS au sein des établissements susceptibles de recevoir du public, mais aussi les collectivités locales et territoriales soucieuses de bien comprendre la problématique des légionelles pour mieux protéger les populations exposées à ce risque.

EDITIONS JOHANET

60, rue du Dessous des Berges - 75013 PARIS
Tél. : 01 44 84 78 78 - Fax : 01 42 40 26 46
www.editions-johanet.net

COMITÉ 21 - 10 ANS D'ACTES



Le Comité 21 anime un réseau de décideurs associatifs, économiques, territoriaux, scientifiques, réunis autour d'une conviction : le développement durable est seul à pouvoir résoudre les défis du 21^{ème} siècle, à répondre aux aspirations des citoyens de participer aux

choix qui façonnent notre quotidien et déterminent notre avenir, à défendre les droits de tous à une vie digne et à un environnement sain et à promouvoir un monde plus responsable, plus humain, plus équitable.

"Agir ensemble" est la devise que le Comité 21 a adopté pour la célébration, le 24 novembre 2005, de son 10^{ème} anniversaire.

Les Actes de cette journée témoignent de la forte mobilisation suscitée au sein de l'association.

COMITÉ 21

132 rue de Rivoli - 75001 PARIS
Tél. : 01 55 34 75 21 - Fax : 01 55 34 75 20
www.comite21.org

PUBLICATION DES ACTES

DU 8^{ÈME} SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE L'EAU DE CANNES

Le 8^{ème} Symposium International de l'Eau s'est déroulé du 26 au 30 juin dernier à Cannes. Cette importante manifestation avait pour thème cette année "L'Eau et la Ville". Eau et santé, eau, aménagement et paix, eau et changements climatiques, eau, droit et environnement ont fait l'objet de débats et tables rondes. Les actes viennent d'être édités, ils sont constitués de deux documents de plus de 150 pages et d'un CD-ROM.

SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE L'EAU

14 route d'Aspremont - 06100 NICE
Tél./Fax : 04 92 09 02 73
cannes@water-symposium.com
www.water-symposium.com

L'ALIMENTATION EN EAU DU PAYS D'AIX, UNE GÉNÉALOGIE DU CANAL DE PROVENCE

Ecrit par Michel Jean, ancien Directeur de la Société du Canal de Provence de 1989 à 2004, cet ouvrage retrace une histoire de l'eau en Provence. Source de vie pour les populations, l'irrigation, les industries et la production d'énergie, les modalités de transport et de distribution de l'eau ont changé ; elles sont plus

souples et plus efficaces. Mais ce qui n'a pas changé, ce sont les revendications générales des utilisateurs, qui veulent avoir de l'eau en suffisance, en temps voulu pour satisfaire leurs besoins, là où ils se manifestent.

Ces exigences de disponibilité ne sont pas satisfaites naturellement par la géographie et le climat.

Depuis deux millénaires, avec les moyens techniques dont elles disposaient, les communautés se sont efforcées d'y répondre. Ce livre décrit ces techniques, des Romains aux temps modernes, en s'intéressant aussi à l'histoire des rapports économiques et sociaux de la région.



SOCIÉTÉ DU CANAL DE PROVENCE ET D'AMÉNAGEMENT DE LA RÉGION PROVENÇALE

BP 100 - 13603 AIX-EN-PROVENCE Cedex 1
Tél. : 04 42 66 70 00 - Fax : 04 42 66 70 80
www.canal-de-provence.com

IMPACTS DES FACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES SUR LA CONSOMMATION D'EAU DES MÉNAGES

Les périodes de sécheresse de ces dernières années ont entraîné l'apparition de conflits d'usage de la ressource en eau, et la mise en place de campagnes d'incitation à l'économie, comme celle lancée par le ministère de l'Ecologie et du Développement durable et les Agences de l'Eau du 22 juillet au 30 août dernier. Même si l'usage domestique ne représente que 18% des volumes d'eau prélevés en France, c'est une cible importante à ne pas négliger.

Les travaux sur la demande en eau potable des ménages étaient peu nombreux ; mais devant l'accroissement du prix de l'eau observé au cours de la décennie précédente et la multiplication des usages, l'analyse des déterminants de la consommation est apparue pertinente.

Les facteurs socio-économiques ont fait l'objet d'études visant à identifier ceux influant positivement ou négativement sur la consommation. Le tableau ci-dessous en présente quelques uns.

Ce dossier thématique vous propose une sélection de références vous permettant de retrouver les résultats ci-dessous et de les compléter.

Pour commander ces documents à l'aide de leur cote ddd : eadoc@oieau.fr ou en ligne sur <http://eadoc.oieau.fr>.

Retrouvez les nouvelles références intégrées dans Eaudoc, tous thèmes confondus, sur notre site : <http://eadoc.oieau.fr> sous la rubrique "Actualités / nouvelles références biblio" (accès réservé aux abonnés après identification).

Vous pouvez aussi recevoir ce recueil sur votre messagerie : pour cela, contactez-nous : eadoc@oieau.fr.

Déterminants de la consommation d'eau potable d'un ménage

(Sens : + = augmentation de la consommation / - = diminution de la consommation)

Caractéristiques de l'habitat	
Géographie locale	Température estivale moyenne + / Pluviométrie - / Taille de la commune +
Nature de l'habitat	
Type de logement	Immeubles collectifs - / maisons individuelles +
Localisation du logement	campagne - / ville +
Statut de l'occupant	Propriétaire + / locataire -
Taux d'occupation	Saisonnier - / permanent +
Age du logement	Ancien + / récent -
Taille du logement	Surface habitable + / Nombre de pièces +
Equipement du logement	
Compteur	Existence d'un compteur divisionnaire -
Accès à la ressource	Unique + / diversifié -
Taux d'équipement	Elevé + / Equipements ménagers moins consommateurs d'eau - / Contrat d'entretien de la robinetterie - / Fuites + / Besoins en eau pour l'extérieur + / Présence d'un jardin + / Type d'arrosage : asperseur + / goutte à goutte - / arrosage automatisé - / Présence d'une piscine +
Caractéristiques du ménage	
Revenu du ménage	Elevé +
Taux d'activité du ménage	Chômage -
Taille du ménage	Elevée +
Age moyen du ménage	Elevé -
Catégorie socioprofessionnelle du ménage	Elevée (-) / Elevée (+) * : résultats variables en fonction de la prise de conscience des préoccupations environnementales ou du suréquipement du foyer
Prix de l'eau	
Niveau du prix de l'eau - Evolution du prix de l'eau	Forte hausse :-
Actions de sensibilisation	
Campagne de communication	-

LES EAUX ALTERNATIVES A L'EAU DU RESEAU D'EAU POTABLE POUR LES MENAGES : UN ETAT DES LIEUX

67/29570

L'augmentation régulière du prix de l'eau potable en France incite les ménages et les collectivités à s'intéresser aux ressources de substitution pour certains usages n'exigeant pas une eau de qualité. Description des différentes eaux alternatives utilisées, les motivations des usagers et les opportunités offertes par ces substituts, mais également les risques sanitaires et les limites technico-économiques représentés par leur développement non contrôlé. - © 2006 OIEau

FRE, ARTICLE DE PERIODIQUE, MONTGINOUL M., 3/1/2006, 49-62

Pour public averti

RESSOURCE EN EAU ET GESTION

67/29008

La série « les dossiers d'AGROPOLIS » est une des productions de l'Association Agropolis dans le cadre de sa mission de promotion des compétences de la communauté scientifique. Ce n°3 présente les forces de la communauté dans le champ thématique "Ressources en eau et gestion". - © 2005 OIEau

FRE, RAPPORT, ALBERGEL J., ALBERTELLI M., AVENTURIER A., ET AL., 1/1/2005, 56 P.

Pour public averti

RETOUR D'EXPERIENCE SUR LES AMENAGEMENTS DE COURS D'EAU EN MILIEU URBAIN

67/28208

Les aménagements et réaménagements de cours d'eau urbains actuels sont le fruit de l'évolution des usages et des perceptions du cours d'eau au fil des siècles. De nombreux enjeux sont à prendre en compte, et le montage des projets d'aménagement s'avère complexe. La tendance actuelle est à une meilleure prise en compte de la dynamique naturelle des cours d'eau et des écosystèmes rivulaires, malgré les difficultés induites. - © 2005 OIEau

ENG, FRE, NOTE TECHNIQUE, SANCHEZ J., ENGREF, MONTPELLIER, OIEAU, LIMOGES, 2/1/2005, 29 P.

Pour public averti

L'ENVIRONNEMENT AQUATIQUE A TRAVERS LES SONDAGES D'OPINION

67/28213

Les Français, mais surtout les médias et la classe politique, sont friands de sondages et les utilisent aujourd'hui dans à peu près tous les domaines. L'environnement n'échappe pas à cette hégémonie d'un moyen d'information et de communication qui se veut démocratique. Pourtant même si la théorie statistique est le plus souvent parfaitement maîtrisée par les instituts spécialisés qui se partagent le marché des sondages, grâce notamment aux progrès dus à l'informatisation, il n'en reste pas moins que la théorie des sondages soulève de nombreuses questions sociologiques. Que ce soit dans l'élaboration des questions et la cognition de celles-ci par les sondés ou encore dans l'interprétation des données de sondages, le lecteur que nous sommes se doit de conserver un recul nécessaire. - © 2005 OIEau

ENG, FRE, NOTE TECHNIQUE, DAMOUR T., ENGREF, MONTPELLIER, OIEAU, LIMOGES, 2/1/2005, 32 P.

Pour public averti

LA REFORME DE LA TARIFICATION EN REGION WALLONNE : IMPACT REDISTRIBUTIF SUR LES MENAGES ET LES ENTREPRISES

67/28825

La Directive Economique sur l'Eau est la première directive économique. Elle traite à la fois de l'analyse économique, de la récupération des coûts, de la tarification... Pour se conformer à cette directive, la région wallonne a mis en place un décret concernant la tarification de l'eau. L'objet de cet article est d'expliquer son nouveau mode de calcul mais aussi son impact sur les usagers et plus particulier sur l'effet redistributif. - © 2005 OIEau

FRE, ARTICLE DE PERIODIQUE, PREVEDELLO M. C., 1/1/2005, 15-22

Pour public averti

LA TARIFICATION SOLIDAIRE DE L'EAU POTABLE A USAGE DOMESTIQUE EN REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

67/28827

Tarification sociale, l'expérience bruxelloise. Présentation de la nouvelle structure de tarification solidaire mise en place dans les 19 communes de la région de Bruxelles capitale. Une première tranche vitale (14m³ par personne) à coût réduit et trois tranches à coûts au m³ progressif. L'analyse d'impact montre une baisse significative de la facture des ménages, notamment les plus modestes. - © 2005 OIEau

FRE, ARTICLE DE PERIODIQUE, SEGHERS C., 634, 111/2005, 51-54

Pour tout public

LES MESURES GOUVERNEMENTALES PRISES POUR INCITER LES MENAGES A MAITRISER LEUR CONSOMMATION D'EAU DOUCE

22/03965

Inventaire succinct des moyens (réglementation, incitations économiques) existants en France pour conduire les usagers à maîtriser leurs consommations d'eau. Présentation des dispositions de la directive cadre sur l'eau qui poursuivent cet objectif. Point sur l'avant-projet de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques. Point sur la création d'un site Internet consacré aux économies d'eau. - © 2004 OIEau

FRE, QUESTION ECRITE, AURILLAC M., ASSEMBLEE NATIONALE, 8/10/2004, 1 P.

Pour tout public

LA GESTION DES SERVICES PUBLICS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

67/24732

Les collectivités territoriales ayant une responsabilité primordiale dans les diverses étapes de la gestion des services publics d'eau et d'assainissement, le contrôle de ces services par les chambres régionales des comptes a depuis longtemps été fort et a donné lieu en 1997 à un rapport public particulier de la Cour des comptes. Le prélèvement et la production de la ressource, la distribution de l'eau potable, la collecte des eaux usées, leur traitement et leur rejet dans le milieu naturel donnent lieu à d'importantes dépenses répercutées sur les usagers du service. Le montant des factures d'eau s'élève en moyenne annuelle à plus de 300 € par ménage. - © 2004 OIEau

FRE, RAPPORT, COUR DES COMPTES, 12/11/2003, 183 P.

Pour public averti

CONSOMMATEUR, CLIENT, CITOYEN : L'USAGER DANS LES NOUVELLES REGULATIONS DESSERVICES DE RESEAUX LES CAS DE L'EAU, DE L'ELECTRICITE ET DES TELECOMMUNICATIONS EN FRANCE

67/28142

L'objet de la thèse est d'étudier comment les nouvelles stratégies et pratiques des acteurs du système de régulation – Etat, collectivités locales, autorités de régulation, entreprises, associations de consommateurs – tendent à modifier le statut de l'usager. Pour cela, une grille d'analyse a été élaborée grâce à la construction de trois figures théoriques de l'utilisateur : le consommateur, le client et le citoyen. Les résultats soulignent que les réformes et les mutations des services de réseaux entraînent une domination de la figure du consommateur. - © 2005 OIEau

FRE, THESE, PFLIEGER G., ENPC, LATTS, 9/19/2003, 495 P.

Pour public averti

VERS UN RETOUR A UN APPROVISIONNEMENT AUTONOME EN EAU POTABLE ? LE CAS DES MENAGES EUROPEENS

67/23146

L'Europe a réalisé des progrès importants dans le domaine de l'adduction en eau potable. En effet le raccordement au réseau public avoisine les 100% dans la majorité des pays de l'Union européenne. Cependant, il existe encore des usagers qui ne sont pas ou seulement en partie raccordés au réseau de distribution publique, et qui ont d'autres sources d'approvisionnement en eau potable. Les différentes raisons de cette situation et les techniques utilisées pour répondre aux besoins de chaque ménage sont présentées et analysées. - © 2003 OIEau

ENG, FRE, NOTE TECHNIQUE, KADRI M., ENGREF, MONTPELLIER, OIEAU, LIMOGES, 11/1/2003, 12 P.

Pour public averti

POLITIQUE DE PRIX ET PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU A LA REUNION

67/24186

Caractéristiques principales du marché de l'eau dans ce Département d'Outre-mer assez bien pourvu en eau mais souffrant d'un net déséquilibre entre l'Ouest (pénurie) et l'Est, ainsi qu'entre les saisons. Evaluation de la demande d'eau à usage domestique. Analyse statistique de la tarification en fonction de la situation géographique et de la zone d'affermage pour la période 1995-1998, notamment en s'appuyant sur la méthode LSDV, - © 2003 OIEau

FRE, ARTICLE, BINET M. E., 1/11/2003, 73-82

Pour tout public

LA CONSOMMATION D'EAU DES MENAGES EN FRANCE : ETAT DES LIEUX

67/29914

Consommation d'eau du robinet des ménages. Cet état des lieux comprend pour chaque district hydrographique une analyse de ses caractéristiques, une synthèse des impacts subis par les eaux de surface et les eaux souterraines et une analyse économique des utilisations de l'eau. Il inclut également le registre des zones protégées. Ce rapport présente, dans un premier temps, les principales études sur lesquelles les auteurs se sont appuyés. Il expose ensuite leurs conclusions sur le niveau de consommation d'eau puis résume les facteurs explicatifs de la consommation (caractéristiques physiques et géographiques, catégorie socio-professionnelle des usagers, équipement des foyers ...). - © 2002 OIEau

FRE, RAPPORT, MONTGINOUL M., CEMAGREF, ENGEES, 6/11/2002, 41 P.

Pour tout public

COMMENT LES MENAGES CONSOMMENT-ILS L'EAU DU ROBINET ?

67/19138

Analyse de consommations d'eau des Français et notamment des parisiens (150 à 200 l/jour contre 150 l/jour à Paris) en fonction de l'heure de la journée, des périodes de travail/vacances, des habitudes. Analyse des usages (toilettes et hygiène 30%, sanitaires 20%, nettoyage du linge 10% ...) et de la notion de plaisir lié à l'usage de l'eau. - © 2002 OIEau

FRE, ARTICLE DE PERIODIQUE, EUZEN A., 1/11/2002, 59-64

Pour tout public

ESTIMATION DE LA DEMANDE DOMESTIQUE D'EAU POTABLE EN FRANCE

67/18221

Etude comparée de la consommation en eau des abonnés de 2 départements français, la Gironde et la Moselle avec un échantillon de plus de cent communes par département. Une analyse des effets significatifs des variables sur la base de méthodes statistiques américaines permet de pondérer les variables dans chacun des départements (prix/revenus / données socio-économiques : âge de la population, logements récents, /météorologie) : ainsi une augmentation du prix de 10% conduit à une réduction de la consommation de 1 à 2%. - © 2001 OIEau

FRE, RAPPORT, NAUGES C., REYNAUD A., ERNA-INRA, TOULOUSE, 1/11/2001, 23 P.

Pour public spécialisé

LA PREOCCUPATION DES FRANCAIS POUR LA QUALITE DE L'EAU

67/15598

En 2000, neuf français sur dix se déclarent inquiets pour la pollution des mers et des côtes, ainsi que la pollution des eaux souterraines. Cette inquiétude s'exprime aussi pour les eaux des rivières et des lacs dont la qualité est jugée dégradée par 60% des personnes interrogées. Seulement 20% des français s'estiment informés de la qualité des eaux superficielles de leur région, et l'information est considérée insuffisante et moyennement crédible. Enfin, si l'eau du robinet suscite plus de confiance, sa consommation diminue nettement au profit des eaux en bouteille. La principale explication avancée est son mauvais goût mais les réponses relatives aux craintes sanitaires ont doublé en deux ans. - © 2000 OIEau

FRE, ARTICLE DE PERIODIQUE, 8/11/2000, 4 P.

Pour tout public

TARIFICATION DE L'EAU A USAGE MENAGER DANS LES PAYS DE L'OCDE

67/16234

Principes de tarification de l'eau potable et consommation d'eau à usage domestique dans les divers pays de la zone OCDE. Disparités des systèmes de distribution, de comptage, de taxation (selon les saisons, l'horaire). Pratique des relevés automatiques de compteurs. - © 2000 OIEau

FRE,ARTICLE DE PERIODIQUE, HERRINGTON P., OCDE, PARIS, 5/11/1999, 82 P.

Pour public averti

DE L'USAGER CONFIAIT AU CONSOMMATEUR EXIGEANT ET... MEFIANT : L'IMPERATIVE NECESSITE DE L'INFORMATION DE SERVICE

67/06514

Attentes des consommateurs d'eau. Sous l'effet de l'information, de l'augmentation du prix de l'eau et de l'émergence des peurs alimentaires, le consommateur d'eau est devenu plus exigeant vis-à-vis de la qualité de l'eau qui lui est fournie. Cette préoccupation se traduit par une forte demande d'information. Le Centre d'Information sur l'eau a été créé pour y répondre. Il réalise régulièrement des sondages sur la perception et les attentes des consommateurs. - © 1999 OIEau

FRE,ARTICLE DE PERIODIQUE, CHOTARD M., 11/11/1998, 22-28

Pour public averti

PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES DES MENAGES ET MODES DE VIE

67/08302

Comportement environnemental des français. La plupart des registres de la vie matérielle des ménages sont concernés par des pratiques de préservation de l'environnement : l'utilisation des ressources naturelles, les transports, les choix de consommation courante. Mais le bilan global est nuancé : si la nécessité de la protection de l'environnement va de soi désormais pour la plupart des français, il n'y a pas la même unité du côté des comportements. Les contraintes liées aux conditions de vie (logement, revenu...) ainsi que les caractéristiques socio-culturelles jouent un rôle majeur dans la différenciation des pratiques. - © 1999 OIEau

FRE,ARTICLE DE PERIODIQUE, 11/11/1998, 4 P.

Pour tout public

L'EAU ET LES USAGES DOMESTIQUES. COMPORTEMENTS DE CONSOMMATION DE L'EAU DANS LES MENAGES

67/28540

Les usages domestiques de l'eau: les déterminant de la consommation domestique; comportements et représentation de l'usage de l'eau; les ménages sont-ils devenus plus sensibles au prix de l'eau ? - © 2005 OIEau

FRE, RAPPORT, MARESCA B., POQUET G., POUQUET L., ET AL., CREDOC, PARIS, 11/11/1997, 168 P.

Pour public averti

L'EAU EN FAMILLE

67/03508

Les différents usages domestiques de l'eau. L'eau et l'entretien de la maison. L'eau et la peau. L'eau et la cuisine. L'eau comme boisson. L'eau pour le lavage des voitures, l'arrosage. L'eau et la piscine. Brochure de vulgarisation portant sur les avantages d'une eau adoucie. - © 1999 OIEau

FRE,ARTICLE DE PERIODIQUE, 0, 11/11/1997, 42 P.

Pour tout public

SERVICES D'EAU POTABLE : DE LA LOGIQUE D'OFFRE A LA MAITRISE DE LA DEMANDE COMPARAISON FRANCE-ETATS-UNIS

67/04117

Evolution de la qualité et de la consommation d'eau. Si la qualité technique de l'eau est toujours meilleure, la satisfaction du public évolue plutôt en sens inverse et les prix s'envolent. Analyse de la situation. - © 1999 OIEau

FRE, THESE, CAMBON S., ENPC, LABO. TECH. TERRIT. SOC., PARIS, 1996, 11111996, 260 P.

Pour public averti

INSIGHTS INTO DOMESTIC DEMAND FROM A METERING TRIAL

66/75178

Besoin en eau des ménages. Habitudes de consommation d'eau en fonction de la taille de la famille, de son équipement électroménager, de l'âge des personnes, du type de logement. Validité de l'extrapolation de cet échantillonnage. Besoin en eau des ménages. Habitudes de consommation d'eau en fonction de la taille. - © 1999 OIEau

ENG, ARTICLE DE PERIODIQUE, RUSHTON K. R., RUSSAC D.A.V., SIMPSON R. J., 11111991, 342-351

Pour tout public

MEMENTO : L'ESSENTIEL SUR L'EAU POTABLE EN FRANCE

77/0274

L'eau potable en France. Données générales sur les ressources, la consommation, l'utilisation, la gestion et la distribution de l'eau en France. Facteurs influençant le prix et la qualité de l'eau. - © 1999 OIEau

FRE, NOTE TECHNIQUE, 31111996, 15 P.

Pour tout public

DONNEES ECONOMIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

66/42026

Données économiques de l'environnement. Coûts des politiques de l'environnement. Dépenses réalisées par les administrations publiques, les industries, les ménages. Coût des dommages. Incidences économiques (activités industrielles, échanges extérieurs, emplois...). Annexes : coût du bruit et des accidents industriels, industrie des articles de pêche. Nombreux tableaux et graphiques. - © 1999 OIEau

FRE, LIVRE, AVIAM A., AVIAM A. PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE/MINIST. ENVIRON., 1983, 72 P., 11111983, 72 P.

Pour tout public

L'EAU ADAPTEE A CHACUN DE SES USAGES

67/05660

Traitement d'eau au point d'utilisation. Applications de cette méthode chez les particuliers ou non. Techniques utilisées. Brochure publicitaire, sans indication de coûts, sur les traitements. - © 1999 OIEau

FRE, ARTICLE DE PERIODIQUE, AQUALOGIE, 1997, N° 21, 54 P.

Pour tout public

ECONOMISEZ L'EAU, C'EST RENTABLE

67/28267

Revue des principales solutions permettant l'économie de l'eau potable et ainsi retarder les prescriptions et coupures d'eau lors des périodes de sécheresse. Travail suivant 3 axes: équipements des réseaux de distribution, maintenance et suivi des réseaux, sensibilisation et responsabilisation des usagers de l'eau. - © 2005 OIEau

FRE, ARTICLE DE PERIODIQUE, BLOUET A., JOURNAL DES MAIRES, 6/1/2005, 24-33

Pour tout public

CONTROLE SUR LES INSTALLATIONS INTERIEURES D'EAU POTABLE EN FLANDRE : UN PLUS GRAND RÔLE ATTRIBUE AUX COMPAGNIES D'EAU POTABLE

67/25505

Pourquoi créer un code de bonne conduite pour combiner les composants d'une installation individuelle d'eau potable? Sur la base de l'expérience flamande, l'auteur analyse la problématique du contrôle technique et sanitaire des installations à la veille d'une modification prévisible des pratiques (économie d'eau, réutilisation d'eau de pluie, eaux grise, double réseau) et en montre la nécessité. - © 2004 OIEau

FRE, ARTICLE DE PERIODIQUE, L'ENTREPRISE, 4/1/2004, 39-44

Pour tout public

14^{EME} JOURNEES INFORMATION EAUX 2000, 13-15 SEPTEMBRE 2000, POITIERS

67/16773

Le point sur le traitement des eaux en 2000. Série de communication portant sur : les eaux potables; les boues; les eaux résiduaires industrielles; épuration de l'eau; eaux pluviales; eaux de process. Séries de communication sur les dernières avancées. - © 2001 OIEau

FRE, ACTE DE CONFERENCE, APTEN, POITIERS, 1/1/2000, 600 P.

Pour public averti

LA CONSOMMATION D'EAU POTABLE EN FRANCE : ANALYSE ECONOMETRIQUE DE LA DEMANDE DOMESTIQUE

67/15401

Demande domestique en eau potable. Liens entre la fonction de demande, le prix de l'eau, le revenu des usagers, les variables socio-économiques ou encore les facteurs climatiques. Utilisation d'une méthodologie économétrique sur un échantillon de 108 communes de la Moselle. Calcul de l'élasticité de la demande en eau par rapport à son prix. - © 2000 OIEau

FRE, RAPPORT, NAUGES C., UNIVERSITE DES SCIENCES SOCIALES DE TOULOUSE, 12/1/1999, 308 P.

Pour public spécialisé

L'EAU - USAGES ET CONFLITS D'USAGES

67/14238

Conflits ayant pour origine l'eau et ses divers usages. Inventaire des différents usages; tour d'horizon des différentes pressions sur la ressource (pollution, prélèvements...); étude de cas et recherche de solutions. - © 2000 OIEau

FRE, LIVRE, LECOMTE J., PUF, PARIS, 4/1/1998, 127 P.

Pour tout public

Les références récentes de JuriEaudoc sont consultables sur le Web
<http://eaudoc.oieau.fr>

Ces documents sont disponibles à l'Office International de l'Eau

TEXTES JURIDIQUES

Circulaire du 18 août 2006 relative à l'attribution au ministère chargé de l'environnement des compétences en terme de police de l'eau sur le domaine public fluvial navigable (DPFN) et régime applicable au contrôle de la sécurité des barrages faisant partie de ce DPFN (J.O. du 18/08/2006)

Circulaire du 31 juillet 2006 relative aux nouvelles mesures de fin de gestion du Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole 2 (PMPOA 2) (J.O. du 31/07/2006)

Circulaire du 13 juillet 2006 relative à la constitution et la mise en oeuvre du programme de surveillance pour les eaux douces de surface en application de la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 du Parlement et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (J.O. du 13/07/2006)

JURISPRUDENCE

Conseil d'Etat, 28 juin 2006, n° 288459, Syndicat intercommunal d'alimentation en eau de la moyenne vallée du Gier : Gestion d'activités de distribution d'eau

Dans un arrêt du 28 juin 2006, le Conseil d'Etat qualifie de délégation de service public (et non de marché public) le contrat confiant au cocontractant l'exploitation des réseaux et ouvrages de production et de traitement de l'eau potable appartenant au syndicat intercommunal d'alimentation en eau et la vente de cette eau aux communes membres du syndicat, alors que ce contrat ne confie pas au cocontractant la distribution de l'eau aux consommateurs finaux.

Conseil d'Etat N° 269553, 27 septembre 2006, Communauté d'Agglomération de Montpellier - Installation classée : une interruption prolongée de fonctionnement n'entraîne pas toujours de caducité de l'autorisation

L'interruption du fonctionnement d'une installation classée durant plus de deux ans sur une partie seulement de la zone concernée par l'autorisation n'entraîne pas en principe la caducité partielle de celle-ci. Il en va différemment dans l'hypothèse où, par le même acte, aurait été autorisée l'exploitation de plusieurs installations classées distinctes.

C'est ce que vient de juger le Conseil d'Etat pour une décharge d'ordures ménagères implantée sur le territoire de la Commune de Lattes, exploitée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et qui avait cessé de fonctionner depuis 1983 sur une partie des parcelles visées par l'autorisation initiale de 1967. La Cour Administrative d'Appel de Montpellier n'aurait pas dû estimer que l'autorisation était devenue caduque pour ces parcelles et qu'ainsi, la reprise de l'exploitation nécessitait une nouvelle autorisation, "sans rechercher si la distinction de deux sites permettait de caractériser des installations distinctes".

Le Préfet de l'Hérault, après avoir, dans un premier temps, envisagé la fermeture totale de la décharge afin de satisfaire aux prescriptions de l'article L. 541-24 du Code de l'Environnement, qui n'autorisent les installations d'élimination des déchets par stockage à accueillir que des déchets ultimes à compter du 1er juillet 2002, avait autorisé la Communauté d'Agglomération de Montpellier à poursuivre l'exploitation du centre de stockage des déchets ménagers sur la zone dite des "Jardins de Maguelone", jusqu'au 31 décembre 2006.



**Le Ministère de l'Écologie
et du Développement Durable**
(Direction de l'Eau)



Les 6 Agences de l'Eau



**Le Ministère de l'Agriculture,
de l'Alimentation
de la Pêche et des Affaires Rurales**



La Région Limousin



**Le Ministère de la Santé
et de la Protection Sociale**
(Direction Générale de la Santé)



**Le Réseau International
des Organismes de Bassin**



Le Ministère des Affaires Étrangères
(Direction Générale
de la Coopération internationale
et du Développement)

NOS PARTENAIRES

Les services d'information pour nos abonnés

Trois forfaits disponibles :

EAUDOC Classic

- **Accès web illimité** à la recherche dans les bases OIEau techniques, scientifiques, socio-économiques, juridiques, R&D et DCE
- **Sommaires d'ouvrages** téléchargeables gratuitement,
- **Nouvelle "Revue des Sommaires"** électroniques (plus 7 000 nouvelles références chaque année),
- **Accès aux documents** sélectionnés sur le web,
- **Assistance téléphonique** à la recherche.

119,60 € TTC
100,00 € HT

L'accès hors forfait reste cependant possible à tous par le biais de la **recherche à la carte** et la **commande individuelle** via le panier personnel.

Pour les **grands comptes**, notre offre est étudiée en étroite collaboration afin de définir au mieux les besoins spécifiques et de trouver les solutions les mieux adaptées.

EAUDOC Executive

- **Accès web illimité** à la recherche dans les bases OIEau techniques, scientifiques, socio-économiques, juridiques, R&D et DCE
- **Sommaires d'ouvrages** téléchargeables gratuitement,
- **Nouvelle "Revue des Sommaires"** électroniques (plus 7 000 nouvelles références chaque année),
- **Accès aux documents** sélectionnés sur le web,
- **Assistance téléphonique** à la recherche,

- ⊕ **La presse en ligne avec Information Eaux électronique** (11 n°/an) : tous les mois, les dernières nouvelles des agences de l'eau, l'eau en France et dans le monde, les grands projets internationaux, l'actualité documentaire.

251,16 € TTC
210,00 € HT

EAUDOC Premier

- **Accès web illimité** à la recherche dans les bases OIEau techniques, scientifiques, socio-économiques, juridiques, R&D et DCE
- **Sommaires d'ouvrages** téléchargeables gratuitement,
- **Nouvelle "Revue des Sommaires"** électroniques (plus 7 000 nouvelles références chaque année),
- **Accès aux documents** sélectionnés sur le web,
- **Assistance téléphonique** à la recherche,

- ⊕ **La presse en ligne avec Information Eaux électronique** (11 n°/an) : tous les mois, les dernières nouvelles des agences de l'eau, l'eau en France et dans le monde, les grands projets internationaux, l'actualité documentaire,

- ⊕ **Information Eaux en version papier** sur votre bureau (11 n°/an)
- ⊕ **les dernières références bibliographiques** de nos bases en ligne,
- ⊕ La construction de votre **veille automatique personnalisée** (2 requêtes).

454,48 € TTC
380,00 € HT

Abonnez-vous !

<http://eaudoc.oieau.fr>

AQU@VEILLE

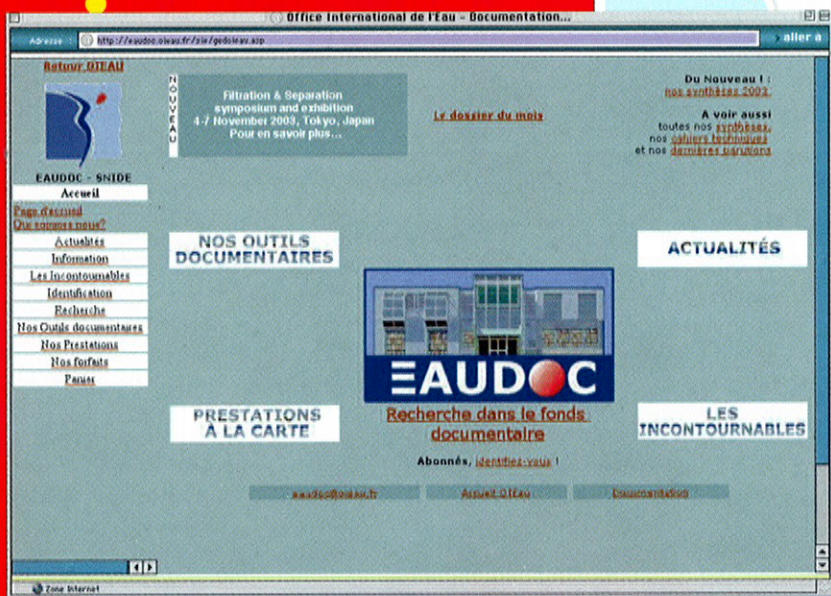
L'actualité du monde de l'eau en direct sur votre messagerie
150 € HT / an aquaveille@oieau.fr



www.oieau.org

Le Monde de l'Eau sur Internet

Office
International
de l'Eau

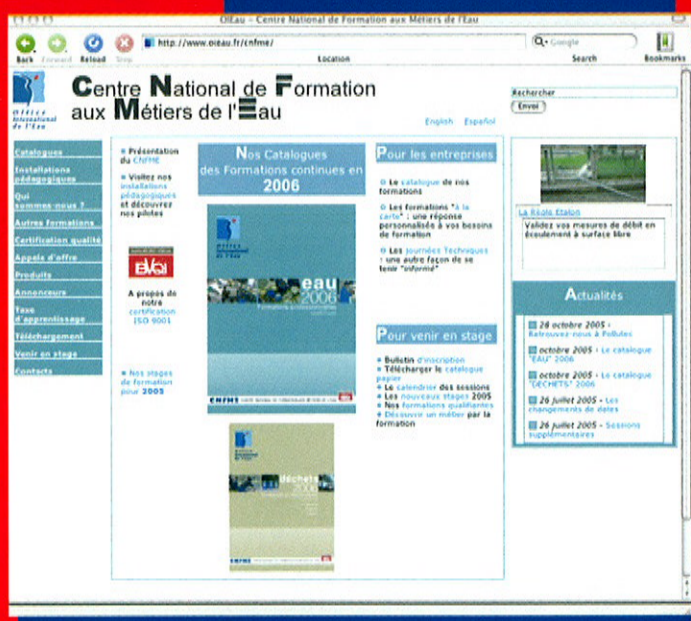


Les **225.000** références
bibliographiques de **EAUDOC**
à rechercher
et commander en ligne.

<http://www.oieau.org>

**Les Stages 2006
et les 277 Stages 2007
du CNFME
"Eau" & "Déchets"**

<http://www.oieau.org>
3.500.000 visiteurs en un an !



Office International de l'Eau

Direction de l'Information, de la Documentation et des Données sur l'Eau
15, rue Edouard Chamberland - 87065 Limoges Cedex
Tél. : + 33 (0) 5 55 11 47 47 - Fax : + 33 (0) 5 55 11 47 48
E-mail : caudoc@oieau.fr - Internet : <http://www.oieau.org>